

# Sous-marins australiens : échec et mat !

L'Australie a rompu le contrat du siècle avec la France pour la conception, le transfert de technologie et la construction de sous-marins conventionnels. Elle a préféré les États-Unis et le Royaume-Uni pour s'engager dans la protection de la zone Indo-pacifique.

La France (le gouvernement) cherche des motifs pour justifier sa colère et des soutiens pour amortir le choc. En dehors de la « présidentielle », les « Une » des journaux et hebdomadaires, sur l'ensemble de l'audiovisuel multiplient les critiques contre les auteurs de cette trahison. Les éditoriaux et les commentateurs se régalaient. Les solutions pleuvent pour les indisciplinables chroniqueurs qui résument leur propos : « pour tenir tête aux États-Unis, l'interlocuteur doit être La France et l'Europe » en scandant ce slogan « répartition ». Ils oublient que l'Europe « 50 pays ce n'est pas l'Union européenne » 27 dont plus de la moitié des pays ne se sentent pas concernés. L'Union européenne est une association commerciale de pays dont l'Allemagne a su profiter, statutairement concurrentielle mais qui a outrepassé ses droits !

Les coupables de la dénonciation du contrat commercial avec la France sont montrés du doigt, affichés et dénoncés : les États-Unis en tête, l'Australie en tant que bouc-émissaire et enfin le Royaume-Uni l'indispensable lien anglophone. Pour les mieux informés, tout n'est pas aussi clair quand on tente de nous le faire croire. Mais le rappel des ambassadeurs plus symbolique qu'efficace était une première vis-à-vis de Washington et nécessaire pour affirmer le mécontentement de la France. On parle de « crise grave », de trahison, etc. ».

Il est trop tôt encore pour être catégorique. Seul résultat politique, la France ne fait pas partie des alliés du Pacifique. Considérer les États-Unis comme des « traites » est un non-sens. Ils sont présents au quotidien aux côtés de nos forces de défense dans tous les domaines et dans tous les secteurs. En témoigne leur action « nos côtés » au Sahel. Chacun se doute bien que Washington et Londres vont tout faire pour tenter d'apaiser Paris.

Avec le départ du Royaume-Uni, la France est désormais dans l'Union européenne la seule puissance nucléaire militaire. Ses acquis, ses initiatives et ses réalisations sont reconnues. L'industrie de la défense française n'a plus à faire ses preuves. Le constat est toujours le même : l'Union européenne est absente. Aucun commentaire, aucune manifestation de solidarité, la France est seule. Sa position de leader européen en matière de défense n'intéresse personne. Parmi les plus proches, le couple franco-allemand qui existe que dans l'esprit du gouvernement français est muet. Belges, polonais, allemands, et d'autres ont toujours choisi le bouclier américain à juste titre ou par intérêt. Leur confiance se situe outre-Atlantique et dans le cadre de l'OTAN.